

Classes sociales et scrutins provinciaux au Canada : le cas de l'Ontario

Social Class and Voting in Ontario

Michael Ornstein

Number 49, Spring 2003

Des sociétés sans classes ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/007907ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/007907ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ornstein, M. (2003). Classes sociales et scrutins provinciaux au Canada : le cas de l'Ontario. *Lien social et Politiques*, (49), 83–100.
<https://doi.org/10.7202/007907ar>

Article abstract

From nine surveys conducted between 1977 and 1999, this paper provides measures of the relationship between social class and voting in the province of Ontario, Canada. Class differences are likely to be stronger in Canadian provincial than federal elections because they are not subject to the strong regional differences that complicate national politics. Whether voting patterns reflect class, however, must also depend on whether the competing parties, dominated by small elites, appeal to class in elections. The analysis reveals a striking contrast between two provincial elections. In 1977, after an election campaign in which class issues were absent, class voting was very weak; in 1999, there was sharp class polarization over issues raised in the previous term of a neo-conservative government. Fluctuations in class voting between 1977 and 1999 generally reflect the extent of political parties' appeals to class.

Classes sociales et scrutins provinciaux au Canada : le cas de l'Ontario

Michael Ornstein

On a beaucoup peiné, sans grand résultat, pour montrer que Robert Alford avait eu tort d'interpréter la corrélation entre emploi manuel et choix électoraux dans le sens de la quasi-inexistence du vote de classe au Canada, en termes absolus et en termes comparatifs (Alford, 1963 : chapitre 9). Elizabeth Gidengil (2002) fait écho à ce débat sur la mesure de l'appartenance de classe, des positions de classe des partis politiques et des relations plus ou moins étroites entre les deux, dans un survol de la littérature entrepris pour détecter les erreurs théoriques et statistiques ayant pu induire cette conclusion. Or, s'il est admis qu'Alford a sous-estimé le vote de classe, la résolution des problèmes méthodologiques n'a guère rendu celui-ci plus saisissable¹. C'est un peu pour cela, sans doute, que l'analyse électorale canadienne, au lieu d'avancer dans un cul-de-sac, a

tendu à délaisser l'étude du vote en tant que miroir de structures sociales inégalitaires, pour se tourner vers l'observation des luttes électorales².

Il ne s'agit pas, dans cet article, de contester les opinions courantes sur les liens entre classes sociales et scrutin fédéral au Canada, mais plutôt de réfléchir sur deux idées connexes, à savoir que les élections provinciales seraient plus propices à l'expression du vote de classe que les élections fédérales, et que le vote de classe ne peut s'exprimer que si les partis politiques répondent à une «demande» des citoyens en «offrant» des choix qui font écho à des attentes de classe. À cette fin, nous allons étudier l'impact du facteur de classe sur la politique et les partis en Ontario depuis 1977. Un examen de la politique des trois principaux partis de

la province eu égard aux classes sociales entre 1977 et 1999, spécialement lors des élections ontariennes de ces deux années, mettra en contexte l'analyse des données d'enquête. Les sondages électoraux menés en Ontario entre 1977 et 1999 et les informations fournies par les répondants ontariens à l'occasion de sept sondages nationaux menés durant la même période permettront ensuite d'analyser l'évolution de la relation entre classes sociales et appui aux partis.

Le terme «vote de classe» renvoie ici à la relation entre certains aspects de la vie matérielle et le vote : nous nous demandons si la distribution des appuis aux partis politiques reproduit les contours des inégalités sociales (cela n'excluant pas que des citoyens démunis appuient un parti dont les politiques sont contraires à leurs

intérêts). Il va de soi — mais cette importante question ne sera pas débattue ici — que le choix d'un parti politique par l'électeur est rarement la conclusion d'un syllogisme concernant sa situation matérielle : il découle plutôt de besoins et de façons de voir engendrés par l'expérience de classe³.

Régions, classes sociales et vote au Canada

Deux types d'explication servent à rendre compte des variations de la relation entre vote et classes sociales au sein de l'espace canadien⁴. On fait souvent valoir, en premier lieu, que les grands partis nationaux, préoccupés de majorité parlementaire, s'efforcent d'attirer des électeurs de toutes les classes, régions, langues et origines ethniques. Partis de consensus négociés, parfois taxés de « marchandage », ils évitent de s'adresser à une classe sociale en particulier, préférant user de messages assez vagues pour faire mouche dans le plus grand nombre de circonscriptions (Tanguay, 1999 : 332 et suiv.; Brodie et Jenson, 1996). Les clivages régionaux, linguistiques et ethniques joueraient en

politique provinciale un rôle similaire, mais à une échelle moindre.

On ajoute que les provinces ont leurs cultures politiques propres, qui influencent la relation entre vote et classes sociales. En référence aux théories classiques de Lipset et Rokkan (1967) et aux lectures qui en ont été faites pour le Canada (Blake, 1972; Wilson, 1974; Jenson, 1976), selon lesquelles la modernisation et l'industrialisation font évoluer les systèmes politiques et croître le rôle qu'y jouent les classes sociales, on soutient que l'absence de partis politiques alignés sur des intérêts de classe dans les provinces de l'Atlantique résulte de la persistance de vieux clivages ethniques et linguistiques. L'existence en Colombie-Britannique et en Saskatchewan d'un vote de classe plus fort que dans le cœur industriel de l'Ontario s'explique plus difficilement... Dans les régions moins industrialisées de l'ouest du pays, le vote de classe est censé refléter les intérêts de marché des producteurs de blé (mais non de bétail) de la grande Prairie et ceux des travailleurs des industries minières et forestières.

À vrai dire, les provinces étant peu nombreuses et leurs différences multiples, il est malaisé de choisir entre les explications possibles. En outre, le fait que l'importance du facteur de classe dans la dynamique politique des provinces marque une courbe globalement ascendante d'est en ouest peut s'expliquer en termes de subordination au parcours antérieur (*path dependency*) et en termes institutionnels : le développement originel des systèmes

de partis est tributaire des contingences historiques qui ont accompagné la formation de chaque État provincial et les partis, une fois créés, agissent à la manière d'un oligopole : ils intègrent les forces sociales montantes par cooptation, répugnent aux rajustements et résistent à l'arrivée de nouveaux joueurs (Shiry, 1976; Brodie et Jenson, 1996; Ornstein et Stevenson, 1999 : 185 et suiv.).

Il importe surtout de retenir que les partis sont des acteurs politiques agissants, dotés de leur histoire institutionnelle et de leur projet propres, et qu'ils peuvent, ou non, choisir de se transformer pour répondre à la demande d'une population réclamant tel ou tel éventail de choix politiques.

Si on ne se trompe pas en mettant la négociation du consensus au cœur de la dynamique politique fédérale, l'une des raisons pour lesquelles nos études empiriques ne captent qu'une différenciation limitée du vote en fonction de l'appartenance sociale serait qu'elles reposent presque entièrement sur des sondages nationaux relatifs aux élections fédérales. Bon nombre de ces études ont été entreprises parce que leurs auteurs avaient sous la main — c'est le cas depuis 1965 — des enquêtes universitaires sur les élections nationales. Malheureusement, les observations des enquêtes nationales sont trop peu nombreuses pour que, dans le cas de la plupart des provinces, on puisse en tirer des analyses distinctes, et les sondages électoraux provinciaux sont rares (voir cependant, entre autres travaux, l'intéressant ouvrage de Blake, 1985, sur

une enquête britanno-colombienne). Mais le problème n'est pas lié seulement aux données d'enquête ou aux champs d'intérêt des chercheurs. Si l'on se fie à deux publications récentes (Dunn, 1996; Brownsey et Howlett, 2001), la recherche comparative sur la politique provinciale au Canada porte l'empreinte du puissant parti pris institutionnaliste et idéaliste des sciences politiques traditionnelles: elle s'intéresse avant tout aux systèmes de partis et aux cultures politiques particulières des provinces, mais le plus souvent en abordant chaque province comme un tout à l'intérieur duquel il n'existe pas de conflits idéologiques engendrés par les clivages sociaux. Dans l'ouvrage publié sous la direction de Young et Archer (2002), où les enquêtes occupent plus de place, on ne trouve qu'une analyse empirique comparative, visant à différencier les régions au point de vue de leur «culture politique», représentée par les habituelles variables d'efficacité et de confiance; les clivages intraprovinciaux et leurs manifestations n'y sont pas abordés (Clarke, Pammett et Stewart, 2002)⁵. Le livre de White (1997) sur le gouvernement et la politique en Ontario se situe aussi dans la bonne tradition: aucun de ses 17 chapitres ne traite des assises sociales des partis. Dans un monde idéal, de vastes enquêtes permettraient aux chercheurs de comparer les provinces au point de vue de la distribution des appuis aux partis politiques fédéraux et provinciaux à l'aide de sous-échantillons appropriés⁶. Mais comme il existe déjà un imposant corpus de recherches

sur la politique fédérale, priorité doit être accordée à l'analyse détaillée du vote de classe à l'échelle des provinces.

Une autre raison incite à s'intéresser aux provinces: ces dernières années, les conflits engendrés par des enjeux de classe ont été beaucoup plus perceptibles lors des élections provinciales que des élections fédérales, sauf peut-être au cours de la campagne de 1988, durant laquelle le Parti libéral du Canada a pris la tête du combat «de gauche» contre le traité de libre-échange défendu par les Progressistes-Conservateurs (Bickerton, Gagnon et Smith, 1999: 109). La visibilité plus grande des enjeux sociaux au palier provincial tient en partie au fait que ce sont d'abord les provinces qui gèrent l'État providence, étant donné leurs champs de juridiction: santé, éducation, municipalités, transports provinciaux et municipaux, assistance sociale, entre autres. C'est pourquoi le gouvernement fédéral a pu, de manière plus efficace et sans susciter autant de réactions, se retrancher derrière la «nécessité» d'atteindre l'équilibre budgétaire pour réduire ses dépenses, c'est-à-dire essentiellement ses transferts aux provinces: les citoyens n'ont pas été touchés directement par ses mesures d'austérité. Par ailleurs, la dynamique politique fédérale se prête mal aux controverses soulevées dans certaines provinces par la mouvance néo-conservatrice. Seule l'Alliance canadienne a une plate-forme susceptible d'alimenter de telles «luttres de classes», mais ce parti fédéral n'a toujours d'assises que régionales, et les divisions entre le Québec et le Canada anglais, ainsi

qu'entre les provinces canadiennes-anglaises, ne laissent guère de place à ce type de débat.

Alliées à certaines observations plus anciennes (Lambert et al., 1987), ces remarques donnent à penser que le vote de classe est plus susceptible d'apparaître lors des élections provinciales que des élections fédérales. À l'aide d'enquêtes menées en Ontario, j'entends montrer qu'une expérience assez longue atteste la pertinence d'analyser le vote en fonction de l'appartenance de classe, autrement dit que, dans certaines circonstances, celle-ci est révélatrice des choix électoraux. Je présenterai une comparaison détaillée des élections de 1977 et de 1999 en Ontario, basée sur des enquêtes rétroactives. En complément, j'analyserai les informations apportées par les répondants ontariens de sept sondages nationaux, concernant le parti pour lequel ils ou elles auraient voté advenant une élection provinciale⁷ au moment de l'enquête. Les données proviennent, plus précisément, de trois enquêtes sur la qualité de vie menées en 1977, 1979 et 1981 ainsi que des Études électorales (*Canadian National Election Studies*) de 1984, 1988, 1993 et 1997⁸. Leur valeur est malheureusement limitée par la faible taille des échantillons (entre 951 et 1197 répondants au départ; entre 600 et 876 après élimination des personnes n'ayant pas voté ou ayant refusé de répondre)⁹.

Le fait d'avoir en main des enquêtes qui jalonnent une période relativement longue permet d'aborder un aspect important du vote de classe. Réfléchissant sur la forma-

tion des partis et des idées politiques, Ogmundson (1975) a mis en doute l'argument que l'on répète comme allant de soi pour expliquer la faiblesse observée du vote de classe au Canada — à savoir que les Canadiens n'ont pas beaucoup de conscience de classe — en faisant valoir que les partis politiques et les élites qui les dominent n'«offrent» pas de choix susceptibles de répondre à la «demande» des électeurs qui souhaiteraient avoir l'occasion d'exprimer leurs intérêts de classe. Pour vérifier cette thèse, on ne peut évidemment pas se contenter d'étudier une seule campagne électorale : il faut disposer de données sur au moins deux «moments» entre lesquels il y a eu intensification du débat entre partis rivaux sur des enjeux de classe. Le virage néo-conservateur des Conservateurs albertains, celui des Conservateurs de l'Ontario et celui, plus récent, des Libéraux de la Colombie-Britannique sont des cas de repositionnement des partis ayant pu entraîner une redistribution de l'électorat. Nos données sur les élections ontariennes de 1977 à 1999 couvrent justement la période au cours de laquelle les Conservateurs

de la province ont redéfini leur plate-forme et remporté leurs victoires de 1995 et 1999.

Par ailleurs, on a constaté (Ornstein, Stevenson et Williams, 1980; Ornstein et Stevenson, 1999) que les différences de classe sont beaucoup plus manifestes dans les opinions politiques exprimées que dans l'appui aux partis : est-ce à dire que la lutte électorale fait taire les intérêts de classe ? Idéalement, pour que nos vérifications soient probantes, il faudrait mesurer le vote de classe à l'aide d'informations sur les positions des partis tirées, non pas d'enquêtes auprès des électeurs, mais de l'étude de la plate-forme des partis et des idées exprimées par leurs leaders. Pour cette raison, dans la section suivante, l'analyse des résultats électoraux ontariens sera précédée d'un examen de la politique partisane en Ontario durant la période qui nous intéresse.

Notons enfin qu'il convient de n'attendre de l'analyse du vote de classe que ce qu'elle peut donner. Elle éclaire certes des aspects méconnus et négligés des relations entre comportements électoraux et organisation sociale. Mais ce type d'analyse ne permet pas d'explorer les pistes de réflexion qu'ouvrent, par exemple, les fluctuations de l'appui aux partis en cours de campagne. Décrivant les élections ontariennes de 1995, Wilson (1997 : 68-69) écrit :

À l'aube de la bataille électorale de 1995, un sondage Environics accordait aux Libéraux une avance plus forte encore que celle dont ils jouissaient lors du déclenchement de la campagne de 1990 [...] : 51 pour cent des électeurs entendaient voter pour eux, com-

parativement à 25 pour cent pour les Conservateurs et à 21 pour cent pour le Nouveau Parti démocratique. À peine un mois plus tard, ils étaient devancés de quatre points par les Conservateurs, qui les ont finalement écrasés.

Les élections ontariennes de 1985 et de 1990 ont également été marquées par de brusques déplacements de grandes parties de l'électorat (Wilson, 1997 : 66-67). Ces variations de l'opinion publique ne peuvent raisonnablement être imputées à une évolution des structures sociales ou de l'idéologie politique des électeurs, si l'on présume que cette dernière découle d'une lecture de la réalité politique qui ne change pas sensiblement en l'espace d'un mois ou deux ¹⁰.

Partis politiques et élections en Ontario, 1977-1999

Du point de vue de l'hégémonie des partis, on peut subdiviser en quatre périodes l'histoire de la politique ontarienne des années 1977 à 1999. La première période prend fin en 1985, année où les Progressistes-Conservateurs perdent le pouvoir qu'ils détenaient depuis 1943. Durant son règne de 41 ans (où il n'a pas toujours été majoritaire au Parlement), ce parti curieusement nommé a contribué à l'édification de l'État providence au Canada. À cette époque, la lutte électorale l'oppose surtout aux Libéraux, autre parti bourgeois proche du «centre», mais inclinant un peu plus à gauche. Le Nouveau Parti démocratique, parti travailliste traditionnel soutenu financièrement par les syndicats, qui y siègent officiellement, ferme l'éventail. On qualifie volontiers les Conservateurs ontariens de cette première période de «red tories», le

rouge étant la couleur traditionnelle des Libéraux, car ils ne se distinguent de leur principal adversaire que par des différences de degré. L'un et l'autre parti se « négocient » des appuis, offrant un mélange de politiques susceptible de séduire une diversité de régions, groupes ethniques et intérêts.

En 1977, après deux ans de gouvernement minoritaire, les Conservateurs déclenchent des élections, dans l'espoir de redevenir majoritaires; le NPD forme alors l'opposition officielle, ayant obtenu en 1975 les meilleurs résultats électoraux de son histoire. À l'issue du scrutin, les Conservateurs ont accru de 3,6 pour cent leur part du vote, sans acquérir la majorité. Bien que leurs gains aient été remportés surtout aux dépens des Libéraux, ceux-ci ont repris le titre d'Opposition officielle, grâce à de subtils déplacements du vote dans les circonscriptions. Les trois partis ayant reçu globalement à peu près le même appui, c'est la répartition des votes à l'intérieur de ces dernières qui a décidé de leur nombre respectif de députés. Avec 39,7 pour cent des votes, les Conservateurs occupent 46,4 pour cent des sièges¹¹.

À cette époque, le chômage et l'inflation sont élevés, les approvisionnements en énergie et leurs coûts soulèvent l'inquiétude (la crise pétrolière de 1973-1974 reste présente dans les mémoires). À l'issue des élections, le plus grand quotidien de la province, le *Toronto Star*, écrit en page éditoriale :

La campagne des Conservateurs n'a pas fait surgir de solutions précises aux problèmes graves qui préoccupent beaucoup d'Ontariens, en particulier

le chômage et la pénurie de logements abordables. Stephen Lewis apparaît comme le grand perdant, bien qu'il se soit lui-même fait réélire sans difficulté : [le chef du NPD] s'est éloigné des positions socialistes traditionnelles de son parti sans proposer de solution de rechange digne de ce nom, et s'est contenté d'une campagne d'image. Image plaisante, empreinte d'amabilité et de modération, qui a probablement rebuté sa clientèle traditionnelle sans, de toute évidence, faire de nouveaux convertis (10 juin 1977 : B4).

Le commentateur Peter Regenstein note, dans la même édition du journal (p. B3) :

Les Libéraux ont réintégré les fauteuils de l'Opposition officielle, même s'il s'en est fallu de peu, et les électeurs pourraient bien voir en eux une solution de rechange aux Conservateurs, sans avoir à craindre de virage idéologique.

Dans le *Globe and Mail*, de tendance plus conservatrice, le journaliste Robert Williamson, va plus loin :

Le Premier ministre Bill Davis a voulu plaire à tout le monde. Il aurait suscité plus de respect en disant aux Ontariens comment il entendait gouverner la province et par quelles politiques il allait créer de l'emploi, faire construire des logements abordables, aider la métropole et les municipalités à régler leurs problèmes financiers et améliorer la qualité de l'éducation.

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Stephen Lewis, a passé trop de temps à essayer de convaincre les électeurs qu'il n'est pas socialiste, du moins en ce moment. Il s'est montré tout aussi dépourvu d'idées que M. Davis, et même ses plus proches collaborateurs doivent être encore en train de se demander pourquoi il a mené une campagne aussi terne (10 juin : 1).

Les 41 ans de règne conservateur prennent fin en 1985. Le parti vient tout juste, pour son malheur, de se donner pour chef l'ex-ministre des Finances, homme de droite originaire d'une petite ville, sans charisme ni habileté. Il a fait élire un peu plus de députés que ses deux adversaires, contrairement à ce qui s'est produit en 1975 et en 1977, mais ne réussit pas à former un gouvernement. Un gouvernement minoritaire libéral prend donc les commandes, avec l'appui du NPD, dont il va s'approprier les meilleures idées. Le Parti libéral est reporté au pouvoir en 1987, avec une majorité de sièges.

À vrai dire, ni le premier mandat des Libéraux ni leur réélection ne constituent une rupture idéologique sensible par rapport à la période antérieure à 1985. Le Libéral de l'époque est une sorte de « red tory » rajeuni, à la page, plus élégant : il n'est pas sans ressembler à William Davis, Premier ministre conservateur de 1975 à 1984. Avec leur entrée en scène s'amorce pourtant une série d'événements qui vont transformer la politique ontarienne.

Décimée par les pertes subies lors des élections de 1985 et de 1987, désertée par les élites modérées qui l'ont dominée pendant des décennies, l'organisation conservatrice est investie par de jeunes néo-conservateurs dynamiques, sous la conduite d'un petit groupe qui, depuis le début des années 1980, a fait son nid dans les associations conservatrices étudiantes des universités. Mais l'installation de cette nouvelle garde n'est toujours pas le reflet d'une évolution de l'opinion publique. Cette der-

nière s'est en effet détournée des Conservateurs en 1985 parce qu'ils avaient mis de côté l'image de modération courtoise qui leur avait valu quatre décennies de pouvoir (Ibbitson, 1997: 28 et suiv.).

La troisième période — sociale-démocrate — s'ouvre en 1990. Très en avance dans les sondages, les Libéraux déclenchent des élections, après trois ans d'un mandat susceptible d'en durer jusqu'à cinq. Excès de confiance et opportunisme les mènent à la défaite. À la surprise de tous, le NPD, avec 38 pour cent des voix, est à même de former un gouvernement majoritaire (qui devient le premier gouvernement travailliste à diriger l'Ontario). Il a 57 pour cent des sièges, soit 17 députés de plus que le nombre attendu (du moins d'après la relation entre pourcentage du vote et nombre de sièges globalement observée entre 1943 et 1999¹²). Encore là, le changement de gouvernement ne paraît pas signaler de virage idéologique vérifiable au sein de l'électorat.

La malchance va s'acharner sur le NPD, qui entre en fonction tandis que s'amorce la grave crise

économique du début des années 1990. De toute évidence, l'éternel tiers parti doit son ascension à la conversion de certains Libéraux et même d'une poignée de Conservateurs. Une part de cet appui circonstanciel est vouée à lui échapper, mais il se met aussi à dos sa clientèle traditionnelle en s'abstenant de remplir certaines promesses essentielles de sa plateforme électorale, en particulier son engagement de remplacer les régimes privés d'assurance automobile par un régime public. Mais surtout, les syndicats de la fonction publique montent aux barricades contre son «contrat social», programme complexe de réductions salariales sans lequel le gouvernement s'estime incapable de réduire le déficit à un moment (1992-1993) où la récession s'aggrave. Le NPD est victime également de la propagande des milieux d'affaires, qui montent la crise fiscale en épingle, et du chantage non voilé auquel se livrent les agences américaines d'évaluation du crédit. Le virage à droite en douceur qu'il lui faudrait négocier pour que l'idée même d'une tradition de gouvernement social-démocrate prenne forme en Ontario supposerait une victoire décisive de ses éléments les plus conservateurs et l'assentiment des syndicats...

L'odyssée du NPD a suscité l'expression des points de vue les plus divers, de la part de commentateurs comme Patrick Monahan (1995), ancien conseiller du Parti libéral, l'universitaire Brian Tanguay (1997), le chroniqueur Thomas Walkom (1994), du *Toronto Star*, et Chuck Rachlis et David Wolfe (1997), membres de l'organisation

du NPD. La hantise du déficit a amené le gouvernement néo-démocrate à adopter en matière de fiscalité un conservatisme qui a provoqué l'hostilité des élites syndicales et fait fondre ses appuis chez les fonctionnaires. Simultanément, ses mesures de gauche, en particulier la réforme du code du travail, et la confusion dans laquelle il a donné l'impression d'avancer, ont fait fuir les nouveaux sympathisants de tendance plus conservatrice qui espéraient le voir virer à droite et lui avaient permis de se faire élire.

C'est donc au détriment des Libéraux, très en avance dans les sondages au début de la bataille électorale, que les Conservateurs remportent leur victoire de 1995, grâce à une campagne énergique centrée sur la réduction des impôts... ainsi que de l'aide sociale et de l'équité en matière d'emploi. La quatrième période, qui s'ouvre avec leur retour au pouvoir et se poursuit avec leur réélection, en 1999, est ainsi marquée par un profond repositionnement idéologique qui modifie, pour la première fois, le visage de la politique ontarienne.

Durant leur premier mandat, les Conservateurs remplissent les promesses inscrites dans leur plateforme électorale, baptisée «révolution du bon sens»: ils diminuent la taille de l'État et réduisent les impôts. Certaines victimes sont particulièrement touchées. Les assistés sociaux, dont une proportion inquiétante est constituée de femmes pauvres et de leurs enfants, voient diminuer leurs prestations de 21,6 pour cent. Les locataires, spécialement les jeunes et les pauvres

des grands centres urbains, subissent les conséquences de l'abandon des programmes de logement social, de la suppression du contrôle des loyers et du relâchement des contraintes imposées aux propriétaires désireux de les expulser. Les syndicats perdent ce qu'ils ont obtenu du précédent gouvernement du NPD en matière de syndicalisation et de droits de grève. Les employés des secteurs public et para-public, fonctionnaires, enseignants, infirmières et autres travailleurs d'organisations financées par l'État, les femmes, les membres des minorités, les autochtones et les handicapés assistent impuissants à la révocation de la loi sur l'équité en matière d'emploi. Et la Ville de Toronto, produit de la fusion de six municipalités plus anciennes, se trouve privée de moyens, à l'occasion d'une opération de réallocation des responsabilités budgétaires qui était censée ne pas avoir d'incidences sur le partage des revenus¹³. Les Conservateurs aggravent aussi les inégalités de façon plus directe, en diminuant les impôts (plutôt que la taxe de vente, plus régressive)¹⁴, en laissant l'inflation gruger le salaire minimum et en augmentant le coût des services gouvernementaux. Émules inspirés de leurs modèles américains, ils donnent à leurs productions législatives des dénominations orwelliennes. Ainsi la loi «sur la protection des locataires» renforce-t-elle les droits des propriétaires. Toutefois, leur conservatisme ne s'étend pas au domaine social: l'avortement, les «droits» des «familles» et autres causes chères aux fondamentalistes les laissent froids¹⁵.

Même si l'élection des Conservateurs en 1995 inaugure une nouvelle ère politique, si l'on en croit Wilson (1997: 69), elle s'explique par un rejet du NPD et par une campagne libérale peu énergique plus que par une transformation de l'opinion publique. De fait, les élections de 1999 permettent sans doute mieux de vérifier l'existence d'un réaligement de l'électorat, car à cette date les conséquences concrètes des politiques conservatrices sont devenues parfaitement claires. Prenant l'allure d'un référendum sur le modèle conservateur, elles ne laissent pas beaucoup de place aux nuances entre Libéraux et Néo-démocrates.

La question à laquelle nous pouvons maintenant tenter de répondre est celle-ci: observe-t-on dans l'appui aux partis politiques, tel qu'il ressort des neuf enquêtes utilisées, des clivages de classe correspondant à l'évolution politique qui vient d'être résumée? Il apparaît, premièrement, que lors des élections de 1977 l'appui aux partis n'est pas distribué par classe; deuxièmement, que durant une longue période la distribution des appuis par classe fluctue, la position du NPD, à gauche, n'étant pas sensiblement plus éloignée de celle des Conservateurs que de celle des Libéraux, séparés par des différences mineures; et, troisièmement, que les positions se polarisent durant les années 1990, si bien qu'aux élections de 1999 le Parti conservateur occupe résolument la droite, face aux Libéraux et aux Néo-démocrates, entre lesquels les électeurs établissent des distinctions d'ordre tactique plutôt qu'idéologique. L'enquête de 1999 pourrait aussi

faire ressortir une relation entre l'appui aux partis et les clivages sociaux liés à de nombreux éléments du programme néo-conservateur du gouvernement: clivages entre les pauvres et la «classe moyenne»; entre les jeunes et les autres groupes d'âge; entre les Torontois et le reste de la province; ou entre syndiqués et non syndiqués, employés et travailleurs autonomes, employés des services publics et travailleurs du secteur privé.

La mesure de la classe sociale et du vote de classe dans les enquêtes

À l'origine, on mesurait le vote de classe en associant simplement activité professionnelle (travail manuel ou non manuel) et vote (de gauche — travailliste, socialiste ou communiste — ou non). On sait maintenant que l'utilisation de classifications plus subtiles, fondées sur l'activité professionnelle et la théorie marxiste, fait apparaître des effets de classe laissés dans l'ombre par la dichotomie manuel-non manuel (voir, en ce qui concerne le Canada, Ornstein et Stevenson, 1999: 259 et suiv.; et, parmi les publications récentes sur la Grande-Bretagne et les États-Unis [respectivement], Goldthorpe, 1999, et Hout, Manza et Brooks, 1999). On peut également définir les positions de classe des électeurs en fonction de l'appui qu'ils accordent aux partis, selon que ceux-ci sont travaillistes ou non, «non» étant susceptible de se subdiviser en catégories supplémentaires puisque, dans de nombreux pays, comme le Canada (mais non les États-Unis), le parti travailliste affronte plus d'un adversaire. Nieubeerta et De

Graff (1999) font le tour de ces questions dans leur excellente analyse comparative du vote de classe dans 20 pays entre 1945 et 1990.

Pour être utiles, nos neuf enquêtes doivent mesurer la classe sociale de façon cohérente à travers le temps. Dans la plupart des cas nous connaissons l'activité professionnelle du ou de la répondante et savons si nous avons affaire à un travailleur autonome, à un employé du secteur public¹⁶, à une personne syndiquée. En nous inspirant des travaux de Pineo, Porter et McRoberts (1977), nous avons défini quatre catégories pour distinguer entre travail manuel et non manuel et travail plus et moins qualifié, et trois catégories pour distinguer entre techniciens, cadres et professionnels. À ces sept catégories se superposent celles de travailleur autonome et d'employé du secteur public. «Syndiqué» renvoie à la situation du répondant ou de toute personne syndiquée appartenant au même ménage que lui¹⁷. Quatre autres catégories complètent la description de la situation du répondant eu égard au marché du travail : «occupe un emploi», «étudiant», reste «au foyer» (inactives

de moins de 65 ans), «retraité». Les caractéristiques des questionnaires utilisés pour les neuf enquêtes, conçus par différentes personnes à divers moments sur plus de vingt ans, et la taille des échantillons ne permettent pas de construire des catégories plus détaillées ou mieux structurées au plan théorique, ou identiquement valables pour tous les questionnaires.

Cette définition peu rigoureuse éclaire mal la signification de la classe dans la société actuelle. Peut-on, par exemple, parler de clivage de classe à propos des différences entre travailleurs du secteur public et travailleurs du secteur privé? Y a-t-il des clivages de classe, et lesquels, au sein des emplois subalternes des entreprises privées? On trouvera un examen plus approfondi et théoriquement plus poussé de données d'enquête révélatrices des attitudes politiques des classes sociales au Canada dans Clement et Myles (1994) et surtout dans Ornstein et Stevenson (1999), qui analysent avec attention les rapports entre idéologie politique et vote.

Nos catégories professionnelles sont très proches de la classification proposée par Erikson et Goldthorpe, qui fait autorité dans le domaine de l'analyse comparative du vote de classe (voir la recension de Nieubeerta et De Graaf, 1999). La principale difficulté théorique à laquelle nous nous heurtons, et la raison pour laquelle il n'existe pas de consensus sur la mesure de l'appartenance de classe, est évidemment que l'application mécanique des thèses classiques sur les classes sociales n'isole que les tra-

vailleurs autonomes et les propriétaires et les dirigeants d'entreprise, face à quelque 80 pour cent de toutes les personnes occupant un emploi, qui ne sont ni des capitalistes, ni des membres de la petite bourgeoisie, ni forcément des membres de la classe ouvrière. Et où classer les inactifs?

Le vote de classe aux élections de 1977 et de 1999 en Ontario

Les résultats du tableau 1 donnent une première idée de la précision avec laquelle la classe peut permettre de prédire l'appui des Ontariens à leurs trois partis politiques. Ils sont présentés pour les partis pris deux à deux, et concernent les répondants des neuf enquêtes réalisées entre 1977 et 1999. Les valeurs (pseudo- R^2) découlent de régressions logistiques permettant de prédire le vote à partir des variables représentatives de la classe sociale (activité professionnelle, travail autonome, emploi dans le secteur public, répondant ou membre du ménage syndiqué)¹⁸. Elles sont comprises entre zéro (la classe ne permet pas de prédire le vote) et un (la classe permet de prédire le vote avec une exactitude parfaite). Le type de données exploité ici produit rarement des coefficients supérieurs à 0,5. Des valeurs voisines de 0,1 correspondent à une capacité prédictive moyenne, et des valeurs égales ou supérieures à 0,2 à une capacité prédictive raisonnablement forte. Les coefficients du tableau 1 se situent pour la plupart entre 0,02 et 0,10. Cela signifie que les électeurs des trois grands partis politiques ontariens se distinguent assez peu en fonction de la classe. Toutefois,

la différenciation s'accroît nettement entre 1977 et 1999. Le tableau 2, qui présente la distribution des électeurs selon les partis en 1977, 1981, 1988 et 1999 pour chacune des variables de classe (profession, travailleur autonome, employé du secteur public et syndiqué), donne une idée plus précise des différences entre les partis que recouvrent les valeurs du pseudo-R².

En 1977, seul le fait d'être syndiqué exerce un certain effet sur le vote. Trente pour cent des ménages où vit un syndiqué votent conservateur, 29 pour cent libéral et 41 pour cent NPD. Parmi les ménages où ne vit aucun syndiqué, les appuis respectifs des trois partis sont de 44, 32 et 24 pour cent. Les syndiqués sont donc presque deux fois plus susceptibles de voter pour le NPD que les non syndiqués, et ce sont surtout les Conservateurs qui en subissent les conséquences. Toujours en 1977,

les travailleurs autonomes sont plus susceptibles de voter conservateur et moins susceptibles de voter NPD que les employés (l'écart est d'environ 10 pour cent dans les deux cas, mais n'est pas significatif, car le nombre de travailleurs autonomes est très faible dans l'échantillon). La catégorie professionnelle n'est pas reliée de façon significative au choix d'un parti, sauf dans le cas des travailleurs non manuels qualifiés, plus attirés par les Conservateurs (13 pour cent d'écart par rapport à l'ensemble des autres catégories professionnelles). En 1977, l'appui au NPD est assez égal dans les sept catégories professionnelles: le parti rallie 25 pour cent des cadres et des travailleurs non manuels (qualifiés et peu qualifiés), 30 pour cent des travailleurs manuels qualifiés et 35 pour cent des professionnels, des semi-professionnels et techniciens et des travailleurs manuels peu qualifiés.

L'appui des professionnels au NPD reflète la composition du groupe, qui comprend plus d'infirmières, enseignants et autres types de salariés que de dentistes, avocats et autres professionnels; ces derniers sont plutôt des travailleurs autonomes, et leurs revenus sont plus élevés.

Les choses bougent entre 1977 et 1999, ainsi qu'en témoigne le tableau 1. Le pseudo-R² — qui exprime l'effet de la classe sur le vote — augmente notablement, et de façon différenciée selon les groupes d'électeurs que l'on compare deux à deux. On observe une forte progression de la différence entre conservateurs et libéraux (le pseudo-R² passe de 0,034 à 0,138) et entre conservateurs et néo-démocrates (de 0,040 à 0,167). La différence reste peu perceptible entre libéraux et néo-démocrates (seulement 0,016 en 1977 et

Tableau 1. Le vote de classe en Ontario, 1977-1999: comparaison de l'électorat des partis pris deux à deux. Pseudo R² de la régression logistique (répondants occupant un emploi)

		Électeurs...		
		... conservateurs, libéraux	... conservateurs, néo-démocrates	... libéraux, néo-démocrates
1977	Enquête ontarienne	0,034	0,040	0,016
1977	Enquête sur la qualité de vie	0,052	0,075	0,063
1979	Enquête sur la qualité de vie	0,043	0,047	0,054
1981	Enquête sur la qualité de vie	0,065	0,076	0,092
1984	Étude électorale canadienne	0,018	0,073	0,052
1988	Étude électorale canadienne	0,030	0,091	0,102
1993	Étude électorale canadienne	0,032	0,077	0,036
1997	Étude électorale canadienne	0,090	0,119	0,050
1999	Enquête ontarienne	0,128	0,167	0,024

0,024 en 1999). On remarque aussi que la position relative des groupes se modifie. En 1977, la différence la plus forte se situe entre conservateurs et néo-démocrates, et les libéraux sont moins

différents des deux autres groupes. En 1999, les libéraux demeurent proches des néo-démocrates, mais les conservateurs se sont beaucoup éloignés des deux autres groupes.

L'évolution des pourcentages du tableau 2 va dans le sens de cette augmentation des pseudo-R². En 1999, le fait d'être travailleur autonome plutôt qu'employé est associé à un appui plus fort (de 25 pour cent) au parti conservateur, tandis que le fait de travailler dans le secteur public plutôt qu'ailleurs et celui d'être syndiqué plutôt que non syndiqué sont associés à un appui plus faible (de 18 et de 28 pour cent respectivement). Les Conservateurs

récoltent un appui extraordinaire chez les cadres (67 pour cent) et fort appréciable chez les travailleurs qualifiés, manuels et non manuels (quelque 60 pour cent); ils obtiennent 50 pour cent chez les semi-professionnels et techniciens, environ 40 pour cent chez les travailleurs moins qualifiés (manuels et non manuels) et 30 pour cent chez les professionnels. Aucune catégorie ne fait apparaître de différence significative entre électeurs libéraux et électeurs néo-démocrates¹⁹. Hout, Manza et Brooks (1999: 89) constatent une différenciation similaire entre professionnels et cadres aux États-Unis²⁰.

Tableau 2. Appui aux partis selon les classes, Ontario, 1977, 1981, 1999 (répondants occupant un emploi)

	1977			1981		
	PC	PL	NPD	PC	PL	NPD
<i>Catégories d'activité</i>						
Professionnels	26	39	35	63	21	16
Cadres	34	41	25	61	23	16
Semi-professionnels, techniciens	28	38	34	69	15	16
Non manuels qualifiés	54	21	25	54	36	10
Manuels qualifiés	41	29	30	38	44	18
Non manuels peu qualifiés	40	35	25	41	40	19
Manuels peu qualifiés	37	28	35	35	42	23
<i>Travailleur autonome</i>						
Non	40	31	29	46	31	23
Oui	48	32	20	50	46	4
<i>Employé du secteur public</i>						
Non	S. O.	S. O.	S. O.	46	35	18
Oui	S. O.	S. O.	S. O.	53	30	17
<i>Syndiqué au sein du ménage</i>						
Non	44	32	24	50	34	16
Oui	30	29	41	42	33	25

Tendances 1977-1999

En relatant l’histoire politique ontarienne des dernières décennies, j’ai fait valoir qu’entre les années 1970 et le début des années 1990 il n’y a eu dans le message des partis aucune réorientation susceptible d’entraîner une recomposition de leur clientèle, mais qu’ensuite deux réalignements se sont produits, l’un entre 1990 et 1995, où le NPD a perdu à la fois ses appuis traditionnels et la faveur des modérés qui avaient permis son élection, l’autre après 1995, le retour au pouvoir du Parti conservateur s’étant accompagné d’un virage néo-conservateur qui a opposé ce parti aux deux autres,

laissant le NPD dans l’incapacité pratique de se distinguer des Libéraux. Les chiffres du tableau 1 soutiennent cette lecture, mais révèlent d’autres tendances.

La faiblesse du vote de classe lors des élections de 1977 paraît en fait accidentelle. Trois enquêtes menées entre 1977 et 1988 renvoient plutôt l’image de différences de classe nettes entre les électeurs des trois partis. Notamment, comparativement à l’enquête rétroactive sur les élections ontariennes de 1977 (pseudo-R² de seulement 0,016), les enquêtes sur la qualité de vie de 1977, 1979 et 1981 témoignent d’une évolution de la différenciation entre électeurs libé-

raux et néo-démocrates (valeurs de 0,063, 0,054 et 0,092). Stephen Lewis, le chef du NPD, aurait donc été bien inspiré de mettre en sourdine les éléments les plus radicaux de la plate-forme de son parti afin de diversifier ses appuis durant la campagne de 1977. Néo-démocrates et Libéraux touchaient sensiblement les mêmes clientèles. Malheureusement pour le NPD, cette stratégie n’a pas rapporté assez de votes.

Les enquêtes de 1977 à 1981 font apparaître des différences assez marquées dans la composition de l’électorat des trois partis (tableau 2). En ce qui concerne le NPD, seulement 4 pour cent des

1988			1999			Nombre de cas			
PC	PL	NPD	PC	PL	NPD	1977	1981	1988	1999
25	67	8	30	55	15	73	80	108	97
41	46	13	67	27	6	46	58	117	89
44	34	22	51	34	15	73	73	74	104
36	45	18	59	29	12	162	107	120	110
34	50	16	58	31	11	173	86	157	74
39	46	16	38	38	24	156	134	125	147
36	33	31	37	47	16	170	148	145	108
30	49	21	46	38	16	1126	436	502	799
47	43	9	71	25	4	70	104	110	71
31	48	22	54	33	13	S. O.	544	343	504
30	50	20	36	47	17	S. O.	151	142	239
37	50	13	58	30	12	873	861	752	607
30	40	29	30	48	22	324	199	216	291

travailleurs autonomes l'ont appuyé en 1981, comparativement à 23 pour cent des employés, et la présence d'une personne syndiquée dans un ménage a été synonyme d'un appui plus fort de 9 pour cent. Le parti a joui dans les sept catégories professionnelles d'un appui presque égal, peut-être un peu plus élevé chez les travailleurs manuels peu qualifiés (mais ce n'est pas significatif, l'échantillon est trop faible). Par contre, la répartition des électeurs entre Libéraux et Conservateurs varie fortement selon les catégories d'activité. Environ 60 pour cent des professionnels, des cadres et des semi-professionnels et techniciens ont appuyé les Conservateurs, et 20 pour cent les Libéraux; environ 40 pour cent des travailleurs peu qualifiés (manuels et non manuels) et des travailleurs manuels qualifiés ont appuyé les Conservateurs, et environ 40 pour cent les Libéraux. On est loin du cliché voulant qu'un travailleur manuel vote travailliste. En 1977, on a plutôt vu les catégories professionnelles de statut élevé (cadres et professionnels) se laisser attirer par les Conservateurs et délaisser les Libéraux.

Dans les enquêtes de 1984 et 1988 se dessine la polarisation qui a conduit à la victoire du NPD en 1990. À partir de 1981, la composition des électors conservateur et libéral se ressemble davantage. En 1988, la différence entre les électeurs du NPD et ceux des Conservateurs et des Libéraux est particulièrement accusée (pseudo- R^2 respectifs de 0,091 et de 0,102). Il y a aussi de 1981 à 1988 un spectaculaire renversement d'allégeance chez les professionnels (63, 21 et 16 pour cent votent respectivement pour les conservateurs, les Libéraux et le NPD en 1981, comparativement à 25, 67 et 8 pour cent en 1988). La fin des quatre décennies de règne conservateur en 1985 et la victoire (cette fois indéniable) des Libéraux en 1987 sont marquées par un important déplacement du vote des classes moyenne et moyenne supérieure. En 1988, l'appui au NPD des travailleurs manuels, le groupe considéré comme le plus représentatif de la classe ouvrière traditionnelle, est particulièrement élevé, ce qui semble annoncer la victoire de ce parti en 1990.

En 1977, 41 pour cent des personnes dont le ménage compte un syndiqué votent pour le NPD, comparativement à 24 pour cent des personnes membres d'un ménage sans syndiqué (tableau 2). Mais à mesure que ses appuis fondent, le NPD perd des voix tant chez les syndiqués que chez les non syndiqués. En 1981, 1988 et 1999 respectivement, 25, 29 puis 22 pour cent des syndiqués votent pour lui, comparativement à 16, 13 puis 12 pour cent des non syndiqués. La meilleure mesure statistique de l'impact de l'apparte-

nance à un syndicat n'est pas la différence dans les pourcentages d'appuis, mais le ratio entre pourcentage d'électeurs pro-NPD chez les syndiqués et pourcentage d'électeurs pro-NPD chez les non syndiqués. Ce ratio atteint son niveau le plus élevé en 1988 (29 contre 13 pour cent), peu avant la victoire néo-démocrate de 1990; mais son évolution n'est pas statistiquement significative.

Arrivé au pouvoir, le NPD n'a pas su conserver l'appui des classes qui le soutenaient. En 1993, au milieu de son mandat, la composition de son électorat s'est beaucoup rapprochée de celle de l'électorat libéral (on le constate aussi dans l'enquête électorale de 1999). La même année, la composition de classe de l'électorat conservateur diffère très peu de celle de l'électorat libéral (pseudo- R^2 de seulement 0,032); mais en 1997, deux ans après le retour au pouvoir des Conservateurs, la différence a presque triplé (pseudo- R^2 de 0,090). La cohérence des résultats issus des enquêtes nationales de 1993 et 1997, réalisées en dehors des périodes électorales, et de l'enquête sur les élections ontariennes de 1999 nous autorise à penser que la différence entre l'enquête électorale de 1977 et les autres enquêtes menées entre 1977 et 1981 ne résulte pas artificiellement des méthodes utilisées.

Classes sociales et (ou) différenciation socioéconomique et démographique dans l'appui aux partis en 1999

Nous avons vu que le projet de classe des Conservateurs ontariens supposait la mise en œuvre de poli-

Tableau 3. Effets de la classe, du sexe, de l'âge, du revenu et de la région sur le fait d'appuyer le Parti conservateur plutôt que le Parti libéral ou le NPD, élections ontariennes de 1999

Variables (point de comparaison)	Effet sur la probabilité de voter conservateur, et non pas libéral ou NPD	
	Chaque groupe de variables seul	Toutes les variables simultanément
<i>Catégorie d'activité (Travailleurs manuels peu qualifiés)</i>		
Professionnels	- 25 *	- 29 *
Cadres	35 *	25 +
Semi-professionnels, techniciens	14	15
Non manuels qualifiés	11	13
Manuels qualifiés	19	15
Non manuels peu qualifiés	- 30 *	- 22 +
Travailleur autonome	17 +	12
Employé du secteur public	- 13 *	- 14 *
Syndiqué au sein du ménage	- 26 *	- 31 *
<i>Situation sur le marché du travail (« Occupe un emploi »)</i>		
Étudiant	- 8	9
Ménagère	- 7	4
Retraité, handicapé, autre	- 4	- 17
Sexe masculin	9 *	7
<i>Âge (35-44 ans)</i>		
Moins de 25 ans	- 17	- 21 *
25-34 ans	- 8	- 8
45-54 ans	- 6	- 7
55-64 ans	4	9
65 ans et plus	3	- 4
<i>Revenu du ménage (3^e quintile)</i>		
1 ^{er} quintile	- 16 +	- 25 *
2 ^e quintile	- 12	- 17 *
4 ^e quintile	- 5	- 3
5 ^e quintile (revenus supérieurs)	6	6
Refus de répondre et NSP	- 1	- 5
<i>Région, selon l'indicatif régional (Toronto)</i>		
519 Ouest	3	9
613 Est, y compris Ottawa	11	19 *
705 + 807 Nord	6	11
905 Banlieue de Toronto	14 *	17 *

+ significatif à 0,1; * significatif à 0,05 (test bilatéral).

tiques préjudiciables aux citoyens à faibles revenus. Outre les indigents, les victimes les plus probables étaient les jeunes, les Torontois, les femmes et les minorités, les employés du secteur public et les syndiqués. On peut donc se demander si ces groupes étaient plus susceptibles de s'opposer aux Conservateurs, et si leur opposition s'ajoute aux effets de la classe détectés aux tableaux 1 et 2 ou ne fait que les exprimer. Des analyses de régression avec les données de chacune des neuf enquêtes permettraient de chercher la réponse, mais nous nous en tiendrons à celle de 1999, année où les effets de la classe sont particulièrement intéressants et très nets. Le tableau 3 présente les effets de la classe ainsi que d'autres variables sur l'appui dont les Conservateurs ont joui comparativement aux Libéraux et aux Néo-démocrates aux élections de 1999. Les valeurs résultent d'une régression logistique²¹ sur l'ensemble de l'échantillon, et non pas seulement sur la population active comme aux tableaux 1 et 2.

Notons d'abord que le fait d'isoler les variables du sexe, de l'âge, du revenu du ménage et de la région modifie très peu l'estimation de l'effet de la classe sur le vote, mesuré en termes de «syndiqué», «travailleur autonome» et «employé du secteur public». Les effets de la classe sur le vote que nous avons décrits ne peuvent donc pas être attribués à ces facteurs. Une autre vérification (non présentée) montre que le fait d'isoler la variable «éducation» ne diminue pas l'effet de la classe sur le vote. Par ailleurs, à sexe, âge, revenu et

région constants, l'effet de la classe sur le vote subit seulement deux changements : une diminution (de 30 à 18 pour cent) de l'estimation de la tendance des travailleurs non manuels moins qualifiés à voter contre les Conservateurs, et une diminution (de 35 à 22 pour cent) de l'estimation de la propension, plus forte, des cadres à voter pour les Conservateurs (tableau 3). Nous avons donc l'assurance que, dans l'analyse des effets de la classe sur le vote présentée aux tableaux 1 et 2, l'impact d'autres variables socioéconomiques et démographiques n'est pas attribué par erreur à la classe sociale.

Les autres variables influencent le vote, mais pas autant que la classe sociale, et leurs effets peuvent être reliés à l'impact des politiques conservatrices. Dans la régression avec toutes les variables, les moins de 25 ans sont (21 pour cent) moins susceptibles de voter conservateur que les 35 à 44 ans. Les répondants des deux quintiles inférieurs de revenu sont respectivement 25 et 17 pour cent moins susceptibles de voter conservateur que les ménages du troisième quintile. Enfin, les Torontois sont 17

pour cent moins susceptibles de voter conservateur que les habitants de la ceinture immédiate (indicatif 905), et 19 pour cent moins que les habitants de l'Est de l'Ontario. Ces effets sont statistiquement significatifs, et cohérents par rapport aux politiques conservatrices qui ont lésé les jeunes, les pauvres et les habitants de Toronto. Le modèle de régression montre que ces effets ne sont pas réducibles à des différences de classe, bien que, par exemple, les gens à plus faibles revenus occupent plus souvent des emplois moins qualifiés. On constate avec intérêt que la plus forte tendance des hommes à voter conservateur (effet de 9 pour cent, statistiquement significatif) tombe à 4 pour cent (non significatif) quand les autres variables sont présentes dans le modèle.

Conclusion

Nous avons posé au départ que la classe sociale influence l'appui aux partis politiques provinciaux en Ontario, mais de façon plus ou moins marquée selon la place que lui accordent les partis, et que son effet peut, au gré de la conjoncture, aller au-delà du traditionnel appui de la classe ouvrière à la social-démocratie. La meilleure confirmation de cette prédiction réside dans la forte différenciation sociale de l'électorat des trois partis dont témoigne l'enquête sur les élections ontariennes de 1999. La polarisation se traduit presque entièrement en termes de soutien ou d'opposition aux Conservateurs; les électeurs des Libéraux et ceux du NP se différencient peu. C'est la conséquence de la campagne électorale et de quatre années de conflits entou-

rant la mise en œuvre de la «Révolution du bon sens» conservatrice. Malgré la petite taille des échantillons, globalement, il est clair que les transformations des partis font pendant à la recomposition de leur électorat reflétée par les enquêtes.

Si les valeurs du pseudo- R^2 nous apprennent qu'il y a évolution de l'impact de la classe sur le vote, il est plus difficile de décrire et d'évaluer concrètement cet effet. L'ampleur des fluctuations du vote en faveur des divers partis est un critère possible. Depuis 1945, il n'y a pas eu en Ontario de déplacement de voix plus massif qu'entre 1990 et 1995, où l'appui aux Conservateurs est passé de 23,5 à 44,8 pour cent du vote populaire. Nous voyons plus souvent des oscillations de 5 à 10 pour cent entre deux scrutins. Dans ces conditions, l'appartenance à un syndicat, qui augmente de 10 à 20 pour cent la probabilité d'un vote pour le NPD, n'est pas un facteur négligeable, et les écarts de 15 à 20 pour cent entre catégories professionnelles observés au tableau 2 ont de quoi retenir l'attention. Il est raisonnable de conclure que, dans les périodes où la classe prend du relief dans la concurrence que se livrent les partis, ses effets sur le vote se font sentir. Mais à aucun des moments captés par nos enquêtes les effets de la classe n'ont été assez nets pour que l'on s'estime en présence d'un système politique où la classe joue un rôle déterminant.

Pour mieux saisir les dimensions de classe de la politique partisane, il convient de compléter l'*analyse quantitative* par une lecture *qualitative*, à caractère historique. Sous

Mike Harris, le gouvernement ontarien s'est fait l'exécutant des politiques du capital, avec le concours de petits entrepreneurs transplantés dans la métropole. L'annulation des changements législatifs visant à faciliter la syndicalisation et l'abolition du contrôle des loyers sont des gestes qui, très clairement, favorisent une classe aux dépens d'une autre. Mais les effets des politiques néo-conservatrices vont au-delà des luttes de classe. Par exemple, il y a parmi les locataires démunis beaucoup de jeunes, de pauvres d'âge moyen et de nouveaux venus dépourvus de l'épargne nécessaire à l'achat d'une maison; et c'est souvent aux employés mal payés des petites entreprises qu'on a rendu la syndicalisation impossible.

Le fait que la classe sociale ait joué dans les élections ontariennes un rôle plus important en 1999 qu'il y a vingt ans contredit des affirmations souvent entendues depuis la chute de l'URSS, sur le déclin de l'effet de la classe sociale sur le vote dans les pays riches (voir par exemple Clark et Lipset, 2001; et, pour une démonstration systématique de la thèse contraire, Evans, 1999).

Nous avons voulu, par cette analyse empirique, contribuer à l'exploration du rôle de la classe sociale dans la politique provinciale au Canada, à l'aide de données permettant de suivre l'évolution d'une province sur une vingtaine d'années et d'une définition empiriste de la classe, sans tenir compte de l'impact du phénomène de l'abstention. De nouvelles études, sur une période plus longue et un territoire plus vaste

(le Québec et les autres provinces du Canada anglais), pourraient apporter des informations supplémentaires pour attester l'effet de la classe sur le vote. Notre intention était également de signaler l'absence trop fréquente de la dimension de la classe sociale dans les travaux empiriques récents sur les élections au Canada. Le fait que les électeurs réagissent aux programmes politiques établis par les élites des partis politiques illustre pourtant la nécessité de mieux cerner de quelle manière et dans quelles circonstances la classe sociale fait irruption dans les luttes électorales, à l'aide d'instruments comme les enquêtes, et en approfondissant les dimensions qualitatives et historiques du rôle de la politique de classe au sein des partis.

Michael Ornstein
York University, Toronto

Notes

¹ Il est vrai qu'Ogmundson (1975; voir aussi Lambert et al., 1987) a obtenu des résultats beaucoup plus nets en prenant en considération la perception des électeurs eux-mêmes sur la position de classe des partis afin de déterminer s'ils avaient voté pour un parti représentant leurs intérêts de classe. Mais cela revient à dire qu'il y a vote de classe si un membre de la classe ouvrière vote pour le Parti conservateur en pensant que ce parti représente la classe ouvrière, et de même si un propriétaire de grande entreprise appuie le NPD en vertu d'un raisonnement similaire. On prétend que cette stratégie de recherche permet de mieux capter le «vote de classe subjectif» et de l'établir à un niveau proche de celui du vote de classe «objectif» (celui des travailleurs qui votent travailliste) observé dans les pays plus «normaux» (c'est-à-dire européens riches). En somme, à la conscience de classe défaillante, on substitue l'inaptitude à déceler les intérêts de classe des partis politiques...

² Ni le livre de Nevitte et al. (2000), ni celui de Blais et al. (2002), qui étaient membres de l'équipe de chercheurs responsable des enquêtes sur les deux dernières élections fédérales, ne présentent d'analyse sérieuse du vote de classe. Leur méthode (une régression séquentielle) ne fournit pas une estimation indépendante des effets de la classe. L'enquête de 2000 ne nous renseigne malheureusement pas sur l'activité professionnelle du répondant, variable pourtant incluse dans les enquêtes depuis trente ans.

³ Merci aux personnes qui ont collaboré avec moi à l'enquête sur les élections ontariennes de 1999: Doug Baer, Karen Bird, James Curtis, David Northrup, Brian Tanguay et John Wilson. Merci également à Penni Stewart, qui a commenté cet article avant la version finale, et à John Pollard, qui m'a aidé à le mettre en forme. Merci enfin à David Northrup et aux deux arbitres anonymes qui m'ont fait bénéficier de leurs remarques, ainsi qu'à Paul Bernard, qui m'a prodigué encouragements et conseils.

⁴ Dans les travaux sur le vote, il est communément question de différences entre les «régions», plutôt qu'entre les provinces, sans que l'on s'entende bien clairement sur la définition des régions. Le découpage en cinq régions proposé par Mildred Schwartz (1974), souvent repris, et utilisé encore récemment par Fletcher et Forbes (1990) et par Nevitte et al. (2000), est particulièrement inadapté. En poussant un peu l'analyse, on découvre autant de variations au sein de la région des Prairies (Manitoba, Saskatchewan, Alberta) ou de la région de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve) qu'entre les cinq régions (voir Lambert et al., 1987, et Ornstein et Stevenson, 1999: 183 et suiv.).

⁵ Non plus que deux autres aspects qui modèlent l'appartenance de classe des partis politiques, outre les spécificités de leur plate-forme et la composition de leur électorat: 1) Quels intérêts de classe les dirigeants des partis représentent-ils, étant donné leur activité professionnelle et leurs liens avec des organisations de classe: entreprises, syndicats, etc.? 2) Comment ces dirigeants sont-ils recrutés?

⁶ Une solution moins bonne mais plus pratique serait d'inclure plus de questions sur la politique provinciale dans les enquêtes nationales régulièrement subventionnées par le CRSH. Ou, encore mieux, de trouver le financement nécessaire à une série d'enquêtes à petite échelle sur les élections provinciales; il serait possible alors de veiller à collecter les mêmes données dans toutes les provinces (il s'agirait de concevoir un plan d'enquête général et d'attendre le déclenchement d'élections provinciales).

⁷ L'enquête de 1984 ne contient cependant qu'une question sur le parti appuyé par le répondant aux dernières élections provinciales.

⁸ Principaux chercheurs, *Ontario Election Survey*, 1997: Robert Drummond et Fred Fletcher; 1999: Doug Baer, Karen Bird, James Curtis, David Northrup, Michael Ornstein, Brian Tanguay et John Wilson. *Quality of Life Surveys*: Tom Atkinson, Bernard Blishen, Michael Ornstein, H. Michael Stevenson. *National Election Survey*, 1984: Ronald Lambert, Steve Brown, James Curtis, Barry Kay et John Wilson. *Canadian National Election Study*, 1988: Richard Johnston, André Blais, Henry E. Brady et Jean Crête; 1993: Richard Johnston, André Blais, Henry E. Brady, Elisabeth Gidengil et Neil Nevitte; 1997: André Blais, Elisabeth Gidengil, Neil Nevitte et Richard Nadeau.

⁹ On peut également utiliser pour mener cette analyse la question qui sert, dans la plupart des enquêtes, à établir l'« identification partisane » du répondant au niveau

provincial (« Vous considérez-vous comme un Conservateur, un Libéral, [etc.] ? »). Mais cela ne compenserait pas les données manquantes. On compte autant de gens qui n'exercent pas leur droit de vote que de gens qui ne s'identifient à aucun parti (et il ne s'agit pas des mêmes personnes). Une autre bonne raison de tenir compte de l'identification partisane, comme le font scrupuleusement ceux qui s'inscrivent dans la tradition de l'*American Voter*, serait qu'il s'agit d'un indicateur plus stable du parti auquel adhère le répondant que ne l'est la manière dont celui-ci a voté une fois ou l'autre; Bartle (1998: 54) cite toutefois de très nombreux exemples pour démontrer que ce n'est pas le cas. Finalement, cette variable peut servir à remplacer les non-réponses pour la mesure du vote effectif ou projeté. Mais ces procédés ne nous avancent pas beaucoup et brouillent la signification des résultats, nous éloignant de l'objectif qui consiste à déterminer l'impact de l'idéologie des partis sur le vote.

¹⁰ Statistiquement, cela signifie que la mesure de l'effet de la classe sur le vote ne doit pas être influencée par une modification de la distribution des appuis aux partis (ou des catégories de classes); les différences de pourcentage ne satisfont pas à ce critère, comme l'ont fait remarquer Myles et Forcese (1981), contrairement à la régression logistique et à l'analyse par la méthode des probits.

¹¹ En comparant le pourcentage des voix et la proportion des sièges remportés par les trois partis en Ontario de 1943 à 1999, on obtient la relation non linéaire attendue. L'analyse montre que le nombre de sièges est fonction du pourcentage de votes et du pourcentage de votes mis au carré. Le deuxième terme permet de tenir compte du fait qu'un parti peut remporter beaucoup plus de sièges que ses adversaires en récoltant à peine plus de voix. Les données utilisées pour la régression proviennent de Tanguay, 1997: 22.

¹² Si on prend seulement le résidu de la régression quadratique.

¹³ Pour une description des changements de politiques réalisés par les Conservateurs de Mike Harris, voir Ralph, Régimbald et St-Amand (1997). Je pense pour ma part que les politiques de ce gouvernement

constituent une guerre contre les démunis. Mais admettons qu'elles relèvent aussi d'un effort sincère pour changer les choses, et que leur irrespect envers certaines vaches sacrées recèle des intuitions populistes que la gauche a échoué à reconnaître. Faut-il rappeler que le gouvernement du NPD, à cause de l'opposition de ses électeurs de classe moyenne du centre de Toronto, s'est abstenu entre 1990 et 1995 de modifier un régime d'impôt foncier profitable aux propriétaires aisés? Les Conservateurs, eux, ne sont pas allés jusqu'à abaisser les taxes sur les immeubles locatifs, trois fois plus élevées que les taxes sur les maisons occupées par leur propriétaire.

¹⁴ Fait intéressant, afin d'atténuer l'impact régressif des diminutions d'impôt, les Conservateurs ont institué une surtaxe sur les revenus supérieurs qui a un peu réduit les gains des contribuables les plus riches. En conséquence, les principaux bénéficiaires de l'opération ont été les salariés des classes moyenne et moyenne-supérieure, qui ont payé moins d'impôt sans être touchés par la surtaxe.

¹⁵ Il est intéressant d'explorer le rapport entre les choix du gouvernement conservateur et les appartenances de classe de ses membres et de ses proches. Le Premier ministre et un certain nombre de ministres importants étaient des gens d'âge moyen issus de la petite entreprise; aucun ne venait des trois grandes régions métropolitaines (Toronto, Hamilton et Ottawa). Les membres de leur personnel, plus jeunes et plus cosmopolites, de tendance néo-conservatrice, s'étaient souvent liés d'amitié dans les facultés de commerce et de droit où ils avaient fait leurs études. Les bailleurs de fonds du parti comprenaient de grands capitalistes de droite (parmi lesquels deux membres de la famille Eaton), et un nombre encore plus élevé d'entreprises « ordinaires ». Dans une province très hétérogène, les Conservateurs sont majoritairement blancs et chrétiens (quelques-uns sont de souche italienne). Le seul ministre juif du cabinet de 1995 ne s'est pas représenté aux élections. Les femmes sont relativement nombreuses dans la députation et dans l'organisation (mais non parmi les bailleurs de fonds). La richissime Hilary Weston a été nommée au poste de Lieutenant-gouverneur de la province.

- ¹⁶ L'enquête sur les élections ontariennes de 1977 ne nous dit pas si le répondant travaille dans le secteur public.
- ¹⁷ Cette variable n'a pas été mesurée uniformément. Dans les enquêtes sur la qualité de vie de 1979 et de 1981 et dans les enquêtes électorales nationales de 1988 et de 1993, on s'est contenté de demander au répondant s'il était lui-même syndiqué. Dans l'enquête sur les élections ontariennes de 1977, l'enquête sur la qualité de vie de 1977 et l'enquête électorale nationale de 1984, on lui a demandé en plus s'il y avait une autre personne syndiquée au sein du ménage; dans l'enquête électorale nationale de 1997 et l'enquête sur les élections ontariennes de 1999, on a demandé au répondant si lui ou une autre personne du ménage était syndiqué.
- ¹⁸ Pour trois catégories de vote, on a seulement deux degrés de liberté. La prédiction du vote à l'aide d'une régression multinomiale produirait deux séries de coefficients de régression, au lieu des trois séries du tableau 1, issues de régressions logistiques binaires. Mais la possibilité de comparer explicitement les partis deux à deux prend le pas sur l'argument statistique. Notons que le choix des observations dépend de la comparaison que l'on veut faire. Par exemple, la régression servant à comparer les appuis des Conservateurs et ceux des Libéraux ne tient pas compte des répondants pro-NPD (etc.). Enfin, une légère incohérence naît du fait que, contrairement aux autres enquêtes, l'enquête ontarienne de 1977 ne nous dit pas si le répondant travaille dans le secteur public; mais l'élimination de cette variable de l'ensemble des régressions modifie à peine le profil des résultats du tableau 1.
- ¹⁹ En conséquence de la chute de l'appui au NPD en 1999, la proportion de l'échantillon associée à ce parti diminue fortement, ce qui réduit considérablement la puissance statistique des comparaisons entre lui et les autres partis.
- ²⁰ Notons que dans la classification de Goldthorpe, plus proche de la réalité européenne que de la réalité nord-américaine, les cadres et les professionnels appartiennent à la même catégorie, le «salariat». C'est un exemple des difficultés que pose l'utilisation de cette nomenclature, qui constitue la norme la plus

largement acceptée dans les recherches qui font des comparaisons avec le Canada et les États-Unis. Une autre difficulté vient du fait qu'au Canada deux des catégories de Goldthorpe — fermiers (propriétaires-exploitants) et ouvriers agricoles — comprennent trop peu de monde pour qu'il soit possible d'en tirer parti dans une analyse ne reposant pas sur une très vaste enquête.

- ²¹ La procédure «mfx» du programme STATA permet d'estimer les pourcentages à l'aide d'un modèle de régression logistique. Bien qu'ils soient exprimés en différences de pourcentage, les effets ne sont pas ceux que l'on obtiendrait au moyen d'un modèle de régression des moindres carrés («OLS») du vote (avec une variable dépendante binaire); il s'agit de différences attendues, issues des prédictions du modèle logistique. On établit l'impact d'une variable en donnant aux autres leur valeur moyenne, sauf dans le cas des catégories professionnelles (toutes les variables prennent leur valeur moyenne, et on pose «occupe un emploi» pour la participation au marché du travail).

Bibliographie

- ALFORD, Robert. 1963. *Party and Society: The Anglo-American Democracies*. Chicago, Rand McNally.
- BARTLE, John. 1998. «Left-right position matters, but does social class? Causal models of the 1992 British general election», *British Journal of Political Science*, 28 : 501-529.
- BICKERTON, James, Alain-G. GAGNON et Patrick J. SMITH. 1999. *Ties That Bind: Parties and Voters in Canada*. Don Mills, Ont., Oxford University Press.
- BLAIS, André, Elisabeth GIDENGIL, Richard NADEAU et Neil NEVITTE. 2002. *Anatomy of a Liberal Victory: Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election*. Peterborough, Ontario, Broadview.
- BLAKE, Donald E. 1972. «The measurement of regionalism in Canadian voting patterns», *Canadian Journal of Political Science*, 5 : 54-81.

BLAKE, Donald E. 1985. *Two Political Worlds: Parties and Voting in British Columbia*. Vancouver, University of British Columbia Press.

BRODIE, Janine, et Jane JENSON. 1996. «Piercing the smokescreen: Stability and change in brokerage politics», dans A. Brian TANGUAY et Alain-G. GAGNON, éd. *Canadian Parties in Transition*. Toronto, Nelson Canada, 2^e édition : 52-72.

BROWNSEY, Keith, et Michael HOWLETT, éd. 2001. *The Provincial State in Canada*. Peterborough, Broadview.

CLARK, Terry Nichols, et Seymour Martin LIPSET. 2001. *The Breakdown of Class Politics: A Debate on Post-Industrial Stratification*. Baltimore, Johns Hopkins U. Pr.

CLARKE, Harold D., Allan KORNBERG, et Peter WEARING. 2000. *A Polity on the Edge*. Peterborough, Ont., Broadview.

CLARKE, Harold D., Jon H. PAMMETT et Marianne C. STEWART. 2002. «The forest for the trees: Regional (dis)similarities in Canadian political culture», dans Lisa YOUNG et Keith ARCHER. 2002. *Regionalism and Party Politics in Canada*. Don Mills, Ont., Oxford : 43-76.

CLEMENT, Wallace, et John MYLES. 1994. *Relations of Ruling: Class and Gender in Post-Industrial Societies*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's U. Pr.

DUNN, Christopher, éd. 1996. *Provinces: Canadian Provincial Politics*. Peterborough, Broadview.

FLETCHER, Joseph F., et H. D. FORBES. 1990. «Education, occupation and vote in Canada, 1965-1984», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 27, 4 : 441-461.

EVANS, Geoffrey, éd. 1999. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Perspective*. Oxford, Oxford U. Pr.

GIDENGIL, Elisabeth. 2002. «The class voting conundrum», dans Douglas BAER, éd. *Political Sociology: Canadian Perspectives*. Don Mills, Ont., Oxford : 274-287.

- GOLDTHORPE, John H. 1999. «Modelling the pattern of class voting in British elections, 1964-1992», dans Geoffrey EVANS, éd. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Perspective*. Oxford, Oxford U. Pr.: 59-82.
- HOUT, Michael, Jeff MANZA et Clem BROOKS. 1999. «Classes, unions, and the realignment of US presidential voting, 1952-1992», dans Geoffrey EVANS, éd. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Perspective*. Oxford, Oxford U. Pr.: 83-96.
- IBBITSON, John. 1997. *Promised Land: Inside the Mike Harris Revolution*. Scarborough, Ont., Prentice-Hall.
- JENSON, Jane. 1976. «Party systems», dans David J. BELLAY, Jon H. PAMMETT et Donald C. ROWAT, éd. *The Provincial Political Systems: Comparative Essays*. Toronto, Methuen: 118-131.
- LAMBERT, Ronald D., James E. CURTIS, Steven D. BROWN et Barry J. KAY. 1987. «Social class, left-right political orientations, and subjective class voting in provincial and federal elections», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 24, 4: 526-549.
- LIPSET, Seymour M., et Stein ROKKAN. 1967. «Cleavage structures, party systems, and voter alignments: An introduction», dans S. M. LIPSET et S. ROKKAN, éd. *Party Systems and Voter Alignments*. New York, Free Press: 1-64.
- MONAHAN, Patrick. 1995. *Storming the Pink Palace: The NDP in Power: A Cautionary Tale*. Toronto, Lester.
- MYLES, John, et Dennis FORCESE. 1981. «Voting and class politics in Canada and the United States», *Comparative Social Research*, 4: 3-31.
- NEVITTE, Neil, André BLAIS, Elisabeth GIDENGIL et Richard NADEAU. 2000. *Unsteady State: The 1997 Canadian Federal Election*. Don Mills, Ontario, Oxford University Press.
- NIEUBEERTA, Paul, et Nan Dirk DE GRAAF. 1999. «Traditional class voting in twenty postwar societies», dans Geoffrey EVANS, éd. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Perspective*. Oxford, Oxford U. Pr.: 23-56.
- NOEL, Sid, éd. 1997. *Revolution at Queen's Park: Essays on Governing Ontario*. Toronto, James Lorimer.
- OGMUNDSON, Rick. 1975. «On the use of party image variables to measure the political distinctiveness of the class vote: The Canadian case», *Canadian Journal of Sociology*, 1, 2: 169-177.
- ORNSTEIN, Michael, et H. Michael STEVENSON. 1999. *Politics and Ideology in Canada: Elite and Public Opinion in the Transformation of a Welfare State*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's U. Pr.
- ORNSTEIN, Michael, H. Michael STEVENSON et A. Paul M. WILLIAMS. 1980. «Region, class and political culture in Canada», *Canadian Journal of Political Science*, 13: 227-271.
- PINEO, Peter C., John PORTER et Hugh A. McROBERTS. 1977. «The 1971 Census and the socioeconomic classification of occupations», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 14: 91-102.
- RACHLIS, Chuck, et David WOLFE. 1997. «An insider's view of the NDP government of Ontario: The politics of permanent opposition meets the economics of permanent recession», dans Graham WHITE, éd. *The Government and Politics of Ontario*. Toronto, U. of T. Pr., 5^e édition: 331-362.
- RALPH, Diana S., André RÉGIMBALD et Nérée St-AMAND. 1997. *Open for Business/Closed to People: Mike Harris's Ontario*. Halifax, Fernwood.
- SCHWARTZ, Mildred. 1974. *Politics and Territory: The Sociology of Regional Persistence in Canada*. Montréal, McGill University Press.
- SHIRY, John. 1976. «Mass values and system outputs: A critique of an assumption of socialization theory», dans John PAMMETT et Michael WHITTINGTON, éd. *Foundations of Political Culture*. Toronto, University of Toronto Press.
- TANGUAY, A. Brian. 1997. «“Not in Ontario!” From the social contract to the Common Sense Revolution», dans Sid NOEL, éd. *Revolution at Queen's Park: Essays on Governing Ontario*. Toronto, James Lorimer: 18-37.
- TANGUAY, A. Brian. 1999. «Canada's party system in the 1990s: Breakdown or renewal?», dans James BICKERTON et Alain-G. GAGNON, éd. *Canadian Politics*. Peterborough, Broadview, 3^e édition: 325-353.
- WALKOM, Thomas. 1994. *Rae Days*. Toronto, Key Porter.
- WHITE, Graham, éd. 1997. *The Government and Politics of Ontario*. Toronto, U. of T. Pr., 5^e édition.
- WIEKLIEM, David L., et Anthony F. HEATH. 1999. «The secret life of class voting: Britain, France, and the United States since the 1930s», dans Geoffrey EVANS, éd. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Perspective*. Oxford, Oxford U. Pr.: 97-133.
- WILSON, John. 1974. «The Canadian political cultures: Towards a redefinition of the nature of the Canadian political system», *Canadian Journal of Political Science*, 7, 3: 438-483.
- WILSON, John. 1997. «The Ontario political culture at the end of the century», dans Sid NOEL, éd. *Revolution at Queen's Park: Essays on Governing Ontario*. Toronto, James Lorimer: 55-73.
- YOUNG, Lisa, et Keith ARCHER. 2002. *Regionalism and Party Politics in Canada*. Don Mills, Ont., Oxford.